

des cartes ayant donné lieu à cette constatation appartiennent à un autre service de l'industrie et des mines, le chef du service de l'industrie et des mines transmettra l'avis les concernant au service intéressé. »

(Le reste sans changement.)

Le ministre des transports,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des routes et de la circulation routière,  
M. FÈVE.

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la réglementation et du contentieux,  
C. GOUDET.

## MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

**Formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Entraîneur de ski alpin de compétition [premier, deuxième et troisième degré]).**

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 76-489 du 3 juin 1976 relatif à l'habilitation des fédérations sportives ;

Vu le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne ;

Vu le décret n° 78-536 du 12 avril 1978 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 13 avril 1978 portant délégation de signature à M. Jacques Perrilliat, directeur des sports,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé l'option Entraîneur de ski alpin de compétition du brevet d'Etat de ski institué par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 76-556 du 17 juin 1976 susvisé.

Cette option comporte trois degrés qui confèrent à leurs détenteurs les titres de :

- Entraîneur premier degré de ski alpin de compétition ;
- Entraîneur deuxième degré de ski alpin de compétition ;
- Entraîneur troisième degré de ski alpin de compétition.

### TITRE I<sup>er</sup>

#### Conditions d'exercice.

Art. 2. — Le titre d'entraîneur premier degré de ski alpin de compétition permet à son titulaire d'entraîner les équipes de club de la fédération française de ski et des fédérations affinitaires dans les conditions définies par le ministre chargé des sports sur proposition de la commission consultative du ski. L'entraîneur premier degré de ski alpin de compétition conserve le droit d'exercer tant que son brevet d'Etat de ski (option Ski alpin du premier degré [moniteur]) visé à l'article 3 ci-après est en cours de validité.

Le titre d'entraîneur deuxième degré de ski alpin de compétition permet en outre à son titulaire d'entraîner les équipes de niveau régional appartenant à la fédération française de ski ou aux fédérations affinitaires, d'assurer la formation des candidats aux titres d'entraîneur premier et deuxième degrés, de diriger et de coordonner les actions d'entraîneur premier degré. Le droit d'exercer est limité à cinq années prorogées, le cas échéant, de la durée du service national actif. A l'issue de cette période, le droit de continuer à exercer sera accordé aux entraîneurs qui auront suivi un stage de formation continue organisé sous l'autorité de la fédération française de ski.

Le titre d'entraîneur troisième degré de ski alpin de compétition permet à son titulaire d'exercer des fonctions d'entraînement, de direction et de coordination au niveau national.

### TITRE II

#### Conditions et formalités d'inscription.

Art. 3. — 1. Pour être admis à se présenter à l'examen d'entraîneur premier degré de ski alpin de compétition du brevet d'Etat de ski, les candidats doivent :

Etre titulaires du brevet d'Etat de ski (option Ski alpin du premier degré [moniteur]) ;

Etre classés ou avoir été classés sur les listes de la fédération française de ski avec un nombre de points égal ou inférieur à celui défini annuellement par cette fédération, ceci dans l'une au moins des trois disciplines alpines (annexe I).

L'attestation de classement pourra être remplacée par toutes pièces dont la valeur sera reconnue équivalente par la commission consultative du ski.

Avoir suivi un stage de formation d'une durée minimum de deux semaines organisé à l'initiative et sous la responsabilité de la fédération française de ski.

2. Pour être admis à se présenter à l'examen d'entraîneur deuxième degré de ski alpin de compétition du brevet d'Etat de ski, les candidats doivent :

a) Soit être titulaires du brevet d'Etat de ski (option Entraîneur premier degré de ski alpin de compétition) depuis cinq saisons sportives consécutives au maximum et avoir exercé à ce titre pendant deux saisons sportives au moins ;

b) Soit appartenir ou avoir appartenu au groupe I de l'équipe de France de ski et être titulaire du brevet d'Etat de ski (option Ski alpin du premier degré [moniteur]).

En outre, tous les candidats doivent :

Avoir effectué, sous le contrôle d'un entraîneur deuxième degré, vingt et une journées de stage en situation réparties de la façon suivante :

- Sept journées de stage en club ou en cours Compétition des écoles du ski français ;
- Sept journées de stage de niveau régional ;
- Sept journées de stage de niveau national ;

Avoir suivi un stage de formation d'une durée minimum de deux semaines organisé à l'initiative et sous la responsabilité de la fédération française de ski.

3. Pour être admis à se présenter à l'examen d'entraîneur troisième degré de ski alpin de compétition, les candidats doivent être titulaires du brevet d'Etat de ski, option Entraîneur deuxième degré de ski alpin de compétition, depuis trois ans au moins.

Art. 4. — Pour faire acte de candidature aux examens créés par le présent arrêté, les intéressés doivent adresser au directeur départemental de la jeunesse, des sports et des loisirs du lieu de leur domicile, deux mois au moins avant la date de l'examen, un dossier comprenant les pièces suivantes :

1. Une demande d'inscription sur la liste des candidats à l'examen concerné, rédigée sur papier de format normalisé 21x29,7 et accompagnée du montant du droit d'examen en timbres fiscaux ;
2. Deux enveloppes affranchies portant le nom, le prénom et l'adresse du candidat ;
3. Quatre photos d'identité ;
4. Une fiche individuelle d'état civil datant de moins de trois mois ;
5. Un certificat médical d'aptitude fonctionnelle à la pratique du ski datant de moins de trois mois ;
6. Un extrait du casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois.

Le dossier des candidats à l'examen du premier degré devra être complété par les pièces suivantes :

Une copie ou photocopie certifiée conforme du diplôme de moniteur de ski alpin (premier degré) ;

Une attestation de classement sur les listes de la fédération française de ski. Cette attestation pourra être remplacée par toute pièce ou dossier dont la valeur sera reconnue équivalente par la commission consultative du ski ;

Une attestation de participation au stage de formation visé à l'article 3 ci-dessus en vue de la préparation à l'examen du premier degré qui devra être présentée au plus tard avant le début de la première épreuve ;

Un dossier sportif constitué conformément aux dispositions précisées à l'annexe III ;

Si le candidat est titulaire du brevet d'entraîneur de club de la fédération française de ski, une copie ou une photocopie certifiée conforme du diplôme sanctionnant ce titre.

Le dossier des candidats à l'examen du deuxième degré devra être complété par les pièces suivantes, selon la situation des intéressés :

1. Une copie ou une photocopie certifiée conforme du diplôme d'entraîneur premier degré de ski alpin de compétition ;

Une ou plusieurs pièces justifiant de leur activité professionnelle pendant deux saisons sportives au moins.

2. Une copie ou une photocopie certifiée conforme du diplôme de moniteur de ski alpin (premier degré) ;

Une attestation du président de la fédération française de ski certifiant l'appartenance au groupe I de l'équipe de France.

Le dossier des candidats à l'examen du deuxième degré devra être complété par une attestation de participation au stage de formation visé à l'article 3 ci-dessus en vue de la préparation à cet examen et par les attestations certifiant la participation aux vingt et une journées de stage en situation prévues à ce même article 3. Les diverses attestations susvisées pourront être présentées, au plus tard avant la première épreuve de l'examen.

Le dossier des candidats à l'examen du troisième degré devra être complété par une copie ou une photocopie certifiée conforme du diplôme d'entraîneur deuxième degré de ski alpin de compétition.

## TITRE III

## Nature des épreuves.

Art 5. — L'examen du premier degré comprend :

A. — Des épreuves techniques et pratiques (coefficient 10).

- a) Descente tous terrains, toutes neiges (coefficient 4) ;
- b) Epreuve pratique de traçage (coefficient 3) ;
- c) Epreuve pratique de préparation et d'entretien du matériel du coureur (coefficient 3).

Les modalités du déroulement des épreuves techniques et pratiques sont définies à l'annexe II du présent arrêté.

B. — Des épreuves écrites (coefficient 10).

- a) Une épreuve écrite (durée : deux heures ; coefficient 5) comportant une ou plusieurs questions sur chacun des chapitres suivants :

Technique du ski de compétition ;  
Entraînement physique général et entraînement spécifique du skieur

- b) Une épreuve écrite (durée : deux heures ; coefficient 5) comportant une ou plusieurs questions sur chacun des chapitres suivants :

Connaissance des milieux du ski ;  
Règlement des compétitions ;  
Equipement du skieur de compétition.

C. — Des épreuves orales et pratiques (coefficient 10).

- a) Entretien du jury avec le candidat sur le dossier sportif de celui-ci. La composition du dossier est précisée à l'annexe III du présent arrêté (coefficient 1) ;

- b) Observation critique d'un coureur en action (coefficient 2) ;

- c) Organisation et conduite d'un entraînement (coefficient 3) ;

La note de cette épreuve sera attribuée par le jury d'examen après étude :

Du rapport de stage de formation établi, pour chacun des candidats, par le directeur du stage et précisant ses aptitudes dans les domaines ci-après : conduite de séance, démonstrations, interventions critiques, utilisation et aménagement du terrain ;

Des rapports de stages en situation figurant dans le dossier sportif ;

- d) Préparation, organisation et conduite d'une séance d'entraînement physique préparatoire au ski (coefficient 2) ;

- e) Interrogations et exercices pratiques correspondant aux programmes de formation des officiels de la fédération française de ski (brevets fédéraux 1, 2, 3) (coefficient 2).

Les épreuves de l'examen du premier degré sont notées de 0 à 20. Pour être déclarés admis à l'examen susvisé les candidats doivent avoir obtenu un total d'au moins 300 points.

Art 6. — L'examen du deuxième degré comprend :

A. — Des épreuves techniques et pratiques (coefficient 10).

- a) Valeur technique (coefficient 6) : La note de valeur technique sera attribuée conformément aux dispositions prévues à l'annexe II ;

- b) Epreuve pratique de traçage (coefficient 4) : les modalités du déroulement de cette épreuve sont définies à l'annexe II du présent arrêté.

B. — Des épreuves écrites (coefficient 10).

- a) Une épreuve écrite (durée : deux heures ; coefficient 5) comportant une ou plusieurs questions sur chacun des chapitres suivants :

Technique du ski de compétition ;  
Préparation physique du skieur ;  
Etablissement des programmes d'entraînement.

- b) Une épreuve écrite (durée : deux heures ; coefficient 4) comportant une ou plusieurs questions sur chacun des chapitres suivants :

Les facteurs psychologiques de la réussite sportive ;  
L'apprentissage sportif ;  
La conduite des groupes.

- c) Une épreuve écrite (durée : une heure ; coefficient 1) comportant une ou plusieurs questions sur chacun des chapitres suivants :

Organisation des compétitions ;  
Préparation des pistes.

C. — Epreuves orales et pratiques (coefficient 10).

- a) Présentation par le candidat d'un rapport écrit concernant son expérience acquise au cours de l'exercice de la profession d'entraîneur 1<sup>er</sup> degré de ski alpin de compétition (coefficient 1). Les instructions relatives à la constitution et à la présentation du rapport sont précisées à l'annexe III du présent arrêté.

Pour les candidats appartenant ou ayant appartenu à l'équipe de France de ski, le rapport concernera l'expérience et les enseignements qu'ils ont retirés de leur carrière sportive.

- b) Observation critique d'un coureur en action (coefficient 2) ;

- c) Organisation et conduite d'un entraînement (coefficient 3). La note de cette épreuve sera attribuée par le jury d'examen après étude :

Du rapport de stage de formation établi par le directeur du stage et précisant les aptitudes de chaque candidat dans les domaines ci-après : conduite de séance, démonstrations, interventions critiques, utilisation et aménagement du terrain ;

Des rapports sur les stages en situation établis comme indiqué à l'annexe III ;

- d) Préparation, organisation et conduite d'une séance d'entraînement physique préparatoire au ski (coefficient 2) ;

- e) Epreuve obligatoire de langue vivante étrangère (anglais ou allemand) (coefficient 2) ;

- f) Epreuve facultative de langue vivante étrangère (italien, espagnol ou la langue qui n'a pas été choisie pour l'épreuve obligatoire) (coefficient 1).

Pour cette épreuve facultative, la moitié des points obtenus au-dessus de la moyenne sera prise en compte.

Les modalités du déroulement des épreuves de langue vivante étrangère sont définies à l'annexe V du présent arrêté.

Les épreuves de l'examen du deuxième degré sont notées de 0 à 20.

Pour être déclaré admis à l'examen susvisé, les candidats doivent avoir obtenu un total d'au moins 300 points, compte tenu éventuellement des points pris en compte au titre de l'épreuve facultative de langue vivante étrangère.

Art 7. — L'examen du troisième degré comprend :

A. — Des épreuves écrites (coefficient 5).

- a) Economie des régions de montagne (durée : deux heures ; coefficient 1).

- b) Droit, institutions, administration (durée : une heure ; coefficient 1).

- c) Gestion, comptabilité, budget (durée : deux heures ; coefficient 1).

- d) Biologie appliquée aux sports de montagne (durée : une heure ; coefficient 1).

- e) Sciences humaines appliquées à la pratique du ski (durée : deux heures ; coefficient 1).

B. — Des épreuves orales (coefficient 2).

- a) Une épreuve obligatoire d'anglais (coefficient 1).

- b) Une épreuve obligatoire d'allemand (coefficient 1).

- c) Une ou deux épreuves facultatives de langue vivante étrangère (italien et espagnol) (coefficient 1)

Pour chacune des deux épreuves facultatives, la moitié des points obtenus au-dessus de la moyenne sera prise en compte.

Les modalités du déroulement des épreuves de langue vivante étrangère sont définies à l'annexe V du présent arrêté.

C. — La présentation et la soutenance d'un mémoire (coefficient 3).

Les épreuves de l'examen du troisième degré sont notées de 0 à 20.

Pour être déclarés admis à l'examen susvisé les candidats doivent avoir obtenu une moyenne générale de 100 points dont une note au moins égale à 10 sur 20 à l'épreuve C.

Les programmes et les modalités du déroulement des épreuves de l'examen du troisième degré sont définies à l'annexe IV du présent arrêté.

## TITRE IV

## Jurys des examens.

Art 8. — Les jurys des examens d'entraîneur de ski alpin de compétition du brevet d'Etat de ski sont composés des personnes suivantes :

Le ministre chargé des sports ou son représentant, choisi parmi les membres des corps de l'inspection de la jeunesse, des sports et des loisirs, président ;

Deux représentants des organisations professionnelles les plus représentatives dans les domaines de l'enseignement et de l'entraînement ;

Deux représentants de la fédération française de ski ;

Le directeur de l'école nationale de ski et d'alpinisme ou son représentant ;

Le directeur technique national du ski ou son représentant ;

Une ou des personnes qualifiées dans les différentes matières figurant au programme des examens et désignées par le président du jury.

Art 9. — Les membres du jury habilités à noter les épreuves des examens d'entraîneur de ski alpin de compétition devront être titulaires du degré au moins correspondant à celui de l'examen concerné sauf pour :

L'épreuve pratique de préparation et d'entretien du matériel du coureur (premier degré) ;

Les épreuves de langue vivante étrangère (deuxième et troisième degré) ;

Les épreuves écrites du troisième degré (§ A).

## TITRE V

## Dispositions générales.

Art 10. — Toute note égale ou inférieure à 6 sur 20 peut être déclarée éliminatoire après délibération du jury.

Art. 11. — En aucun cas, un candidat ne peut se présenter à plus d'une session d'examen par an.

Art. 12. — Sur proposition des jurys, le ministre chargé des sports arrête la liste des candidats définitivement admis aux examens des premier, deuxième et troisième degrés de l'option Entraîneur de ski alpin de compétition du brevet d'Etat de ski.

Art. 13. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 novembre 1979.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de l'éducation physique et des sports,*  
J. PERRILLIAT.

NOTA. — Les annexes seront publiées au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation, du ministère des universités et du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs.

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Décret du 21 novembre 1979 fixant l'étendue des zones et les servitudes applicables au voisinage de centres radio-électriques pour la protection des réceptions contre les perturbations électromagnétiques.

Par décret en date du 21 novembre 1979, sont approuvés les plans annexés au présent décret fixant les limites de la zone de protection instituée autour de chacun des centres radio-électriques suivants :

Numéros des plans

Carmaux-La Crémade (Tarn) .....	759/642
Beaujeu-Saint-Lager (Rhône) .....	759/784
Pontrioux-Keremarc'h (Côtes-du-Nord) .....	759/779
Brides-les-Bains-La Perrière (Savoie) .....	759/819
Chirens-Croix du Molarot (Isère) .....	759/824
Chancelade-La Croix Herbouze (Dordogne) .....	759/851

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R. 30 du code des postes et télécommunications.

Les plans pourront être consultés aux directions régionales de Télédiffusion de France :

Pour Carmaux-La Crémade (Tarn) et Chancelade-La Croix Herbouze (Dordogne), à la direction régionale Sud-Ouest, La Cépière, 31081 Toulouse CEDEX ;

Pour Chirens-Croix du Molarot (Isère), Beaujeu-Saint-Lager (Rhône) et Brides-les-Bains-La Perrière (Savoie), à la direction régionale Centre-Est, 44, boulevard Vivier-Merle, 69439 Lyon CEDEX 3 ;

Pour Pontrioux-Keremarc'h (Côtes-du-Nord), à la direction régionale Ouest, B. P. 22 A, 9, avenue Janvier, 35031 Rennes CEDEX.

### Commissions administratives paritaires (corps des aides-jardiniers).

Le ministre de la culture et de la communication et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 modifiée relative au statut général des fonctionnaires et ses décrets d'application, notamment le décret n° 59-307 du 14 février 1959 modifié portant règlement d'administration publique et relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 78-1204 du 19 décembre 1978 modifiant le décret n° 67-299 du 30 mars 1967 portant statuts particuliers des corps du personnel du service des parcs et jardins des bâtiments civils, palais nationaux et monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 1967 instituant auprès du directeur de l'architecture des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps du personnel du service des parcs et jardins des bâtiments civils, palais nationaux et monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 17 janvier 1979 modifiant l'arrêté du 27 septembre 1967 ;

Sur la proposition du directeur du patrimoine,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 27 septembre 1967 susvisé sont modifiées et complétées par les suivantes en ce qui concerne le corps des aides-jardiniers :

COMMISSIONS ADMINISTRATIVES paritaires.	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS			
	Du personnel.		De l'administration.	
	Titulaires.	Suppléants.	Titulaires.	Suppléants.
Au lieu de :				
IV. — Corps des aides-jardiniers :				
Aides-jardiniers .....	2	2	2	2
Lire :				
IV. — Corps des aides-jardiniers :				
Aides-jardiniers de 1 <sup>re</sup> catégorie.	1	1		
Aides-jardiniers de 2 <sup>e</sup> catégorie.	2	2	3	3
(Le reste sans changement.)				

Art. 2. — Le directeur du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 novembre 1979.

*Le ministre de la culture et de la communication,*

Pour le ministre et par délégation :

*L'administrateur civil chargé des affaires générales  
et des constructions publiques,*  
J. CLÉMENT.

*Le secrétaire d'Etat auprès du -Premier ministre,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Par empêchement du directeur général  
de l'administration et de la fonction publique :

*Le sous-directeur,*  
S. SALON.

## SECRETARIAT D'ETAT AUX POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

### Affectation d'immeubles.

Par arrêté du ministre du budget et du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications en date du 8 novembre 1979, est affecté, à titre définitif, au secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications (direction de l'équipement et des transports), en vue du transfert de l'atelier-garage et du magasin départemental du mobilier de La Rochelle, un terrain domanial d'une superficie totale de 8 030 mètres carrés, cadastré sous le numéro 336 de la section E. S. et situé à La Rochelle, dans la Z. U. P. de Villeneuve-les-Salines. L'immeuble désigné ci-dessus dépend d'un plus grand ensemble, immatriculé au tableau général des propriétés de l'Etat sous le numéro 170.1672 et recensé sous la rubrique Equipement (services extérieurs).

En ce qui concerne ce tableau, l'affectation nouvelle est établie au nom du secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications (services extérieurs postaux et financiers).

L'affectation donnera lieu au versement, par le budget annexe des postes et télécommunications, au budget général d'une indemnité de 91 790,93 F.

### Déclaration d'utilité publique de l'acquisition de terrains dans diverses communes.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications en date du 14 novembre 1979 :

Est déclarée d'utilité publique en vue de la pose du câble à grande distance n° 438 Paris-Lyon-IV l'acquisition dans les communes désignées ci-après d'une bande de terrain d'une largeur maximale de 5 mètres permettant l'exécution des travaux et l'implantation de toutes les installations ainsi que, le cas échéant, d'une autre bande de même largeur permettant l'accès à la bande de terrain précitée.

Est déclarée urgente la prise de possession, au besoin par expropriation, des biens visés ci-dessus.

L'expropriation éventuellement nécessaire devra être réalisée dans le délai maximal de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté.